Rencontre Premier Ministre / CGT 8 janvier 2025

PM : François Bayrou, Louis Margueritte (directeur de cabinet)

CGT : Sophie Binet, Nathalie Bazire, Denis Gravouil

A sa demande, une première prise de contact a été organisée par le nouveau premier ministre le mercredi 8 janvier à Matignon, en amont de son discours de politique générale le 14 janvier prochain.

Comme indiqué dans le dossier de presse joint, la CGT a développé 5 points d'alerte pour répondre aux urgences sociales :

- Des mesures d'urgence pour Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, les Antilles et les DROM , notamment la nécessité d'une conférence sur les urgences sociales avec les organisations représentatives de Mayotte
- Un budget qui renforce nos services publics et notre sécurité sociale, et qui finance la transition environnementale
- Des mesures d'urgence pour l'emploi et l'industrie
- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation des salaires

Le premier ministre a dit son inquiétude sur les contraintes budgétaires et le besoin d'échapper à la censure pour ne pas céder la place à l'extrême droite. tout en prenant en compte, la situation instable du pays, et les inquiétudes des citoyens.

il a affirmé le besoin "d'inventer des méthodes démocratiques nouvelles pour que la France sorte de la crise budgétaire et de l'instabilité.

La CGT a rappelé son rôle dans la lutte contre l'extrême droite, notamment en juin et juillet dernier et a insisté pour dire combien les décisions politiques sont primordiales pour répondre aux exigences sociales, tant l'extrême droite prospère sur la désespérance sociale.

La CGT a décliné ses cinq exigences en demandant de renoncer à toutes les mesures négatives prévues au PLF et PLFSS Barnier et issu du Sénat :

- notamment les 3 jours de carence pour les fonctionnaires et les suppressions de postes, l'abandon de la réforme Guérini, les coupes budgétaires imposées aux collectivités, ou côté PLFSSS la hausse du ticket modérateur, la baisse des indemnités journalières de sécurité sociale et autres transferts aux complémentaires.

La CGT a particulièrement pointé le besoin de financement du système hospitalier et des EHPAD, avec un Etat qui doit prendre les décisions financières qui s'imposent, en revalorisant l'ONDAM à 6% et sur la nécessité d'augmenter le salaire des fonctionnaires.

Le Premier Ministre a pris note mais n'a pas répondu.

Sur les retraites, le PM souhaite ouvrir une discussion dans un temps court _1er semestre 2025_ où tout le monde pourrait s'exprimer dans une discussion large. La CGT rappelle son exigence d'abrogation et sa demande à ce que l'application de la réforme soit immédiatement bloquée. Le premier ministre reconnait que nous ne sommes pas les seuls à le demander

La Cgt redit que la question des retraites est centrale et mobilisatrice. Elle demande que les parlementaires soient associés à ces discussions. Le PM indique que les autres OS et OP refusent que les parlementaires soient associés. La CGT insiste sur le fait qu'aucune solution ne pourra être trouvée dans un tête à tête avec le patronat. Et demande à ce qu'in fine, ce soit la démocratie qui tranche, le parlement ou le peuple via un referendum. Le PM répond que le gouvernement participerait à ces échanges, selon des modalités à définir.

La CGT rappelle son opposition à un système de retraite à points. Bien que favorable à une réforme à points, le PM dit que ce n'est pas à l'ordre du jour, et ni faisable dans le contexte politique.

Concernant les fermetures d'entreprises, la CGT a rappelé le désastre et les conséquences dramatiques pour l'emploi au vu des plans de licenciement et a demandé

l'organisation d'une table ronde d'urgence, à Matignon, sur les mesures à prendre pour empêcher les licenciements avec l'adoption d'un moratoire sur les licenciements et l'utilisation par l'Etat de tous les leviers dont il dispose (aides publiques, nationalisation, non homologation des PSE...)

La CGT a pris l'exemple de trois dossiers emblématiques urgents : Vencorex qu'il faut nationaliser temporairement, les fonderies de Bretagne pour lesquelles l'Etat doit obtenir l'engagement de Renault de garantir commande, la Chapelle Darblay, pour laquelle il est attendu une réponse positive de la BPI. Trois dossiers où le gouvernement doit obtenir des résultats positifs, pour ne pas montrer son impuissance.

Sur les salaires, pas de réponses à nos demandes d'augmentation immédiate du Smic et d'échelle mobile des salaires.

Sur Mayotte, le premier ministre a laissé entrevoir des positions très inquiétantes sur l'immigration

La Cgt a complété l'échange avec plusieurs alertes , concernant le fret ferroviaire, le droit de grève, les départs liés à l'amiante pour les dockers.

D'un point de vue global, peu de réponses, un premier ministre encore peu au fait de ses dossiers et dans la veine libérale mais qui, pour exister et échapper à la censure, peut être contraint de répondre à certaines exigences sociales, notamment sur les dossiers industriels et sur les retraites.

la CGT a rappelé donc sa disponibilité mais aussi son engagement envers le monde du travail afin que la situation pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi s'améliore. elle attend du discours de politique générale des mesures fortes pour répondre aux exigences sociales.